

Brochure n° 3205

Convention collective nationale  
IDCC : 2543. – **CABINETS OU ENTREPRISES  
DE GÉOMÈTRES-EXPERTS,  
GÉOMÈTRES-TOPOGRAPHES, PHOTOGRAMMÈTRES  
ET EXPERTS FONCIERS**

---

AVENANT DU 14 JUIN 2018  
À L'ACCORD DU 13 OCTOBRE 2005 RELATIF À LA MISE EN PLACE  
D'UN RÉGIME COMPLÉMENTAIRE DE FRAIS DE SANTÉ

NOR : ASET1950044M  
IDCC : 2543

---

Entre :  
UNGE ;  
SNEPPIM,  
D'une part, et  
SYNATPAU CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet*

Dans le cadre du suivi du régime de frais de santé mis en place au niveau de la branche des cabinets ou entreprises de géomètres-experts, géomètres topographes, photogrammètres d'imagerie métrique et experts fonciers (code NAF n° 74-2B), les partenaires sociaux ont décidé d'apporter des modifications au régime de frais de santé en vigueur à la date du présent avenant, dans les conditions ci-après définies.

**Article 2**

*Bénéficiaires du régime*

L'article 6.1, alinéa 1 de l'accord du 13 octobre 2005 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les salariés définis aux articles 2 et 3 du présent accord, ainsi que leurs familles bénéficient obligatoirement de cette couverture.

Par famille, il convient d'entendre :

- le salarié ;
- les enfants à charge, c'est-à-dire :

- les enfants de moins de 21 ans, non-salariés et à charge du salarié, de son conjoint, de son partenaire lié par un Pacs ou de son concubin au sens des anciennes dispositions de l'article L. 313-3 2° et 3° du code de la sécurité sociale, jusqu'à l'issue de la période transitoire (31 décembre 2019) ;
- les enfants de moins de 21 ans, non salariés, à la charge effective et permanente du salarié, de son conjoint, de son partenaire lié par un Pacs ou de son concubin. Des justificatifs seront à produire pour attester de la situation de l'enfant ;
- les enfants de moins de 25 ans placés en apprentissage dans les conditions déterminées par le code du travail et à la charge effective et permanente du salarié, de son conjoint, de son partenaire lié par un Pacs ou de son concubin. Des justificatifs seront à produire pour attester de la situation de l'enfant ;
- les enfants de moins de 26 ans s'ils bénéficient d'un contrat de professionnalisation, que ses ressources n'excèdent pas 80 % du Smic ;
- les enfants atteints d'une infirmité permanente les empêchant de se livrer à une quelconque activité rémunératrice ;
- les enfants n'ayant pas dépassé la date anniversaire de leurs 26 ans s'ils sont non salariés, reconnus à charge par l'administration fiscale ou non imposables et s'ils justifient de la poursuite d'études secondaires ou supérieures à temps plein dans un établissement public ou privé.

Au terme de leurs études, ces enfants sont couverts pendant une durée maximale de 1 an sous réserve d'être à la recherche d'un premier emploi ;

- les enfants, remplissant l'une des conditions énumérées ci-dessus, au titre desquels le salarié verse une pension alimentaire.

Le bénéfice du contrat peut être étendu, à la demande du salarié bénéficiaire du régime, à titre facultatif, à son conjoint. La cotisation reste à la charge exclusive du salarié (...). »

### **Article 3**

*Assiette des cotisations des salariés  
hors régime local Alsace-Moselle*

L'article 13.1 de l'accord du 13 octobre 2005 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les cotisations sont exprimées en pourcentage du PMSS ou en pourcentage du salaire annuel déclaré à l'URSSAF. Pour le calcul de la cotisation du salarié exprimée en pourcentage du salaire, un minimum de 35 % du PMSS et un maximum de 185 % du PMSS est appliqué.

Les cotisations du régime de prévoyance sont exprimées en pourcentage du salaire annuel déclaré à l'URSSAF par l'adhérent dans la limite des tranches A et B. »

### **Article 4**

*Assiette des cotisations des salariés non affiliés à l'AGIRC  
hors régime local Alsace-Moselle*

L'article 13.3 de l'accord du 13 octobre 2005, modifié par avenant du 3 juin 2010 et fixant le taux et la répartition de la cotisation au financement du régime frais de santé des salariés non affiliés à l'AGIRC est modifié. À compter de la date d'entrée en vigueur du présent avenant, les cotisations sont ainsi fixées :

*(Voir tableaux page suivante.)*

ACTIFS  BASE	Cotisation ACTIFS régime général
Salarié + Enfant	1.85 % du salaire Dont 60% à la charge de l'employeur Et 40 % à la charge du salarié
Conjoint	0.97 % PMSS  Prise en charge à 100% par le salarié

ACTIFS  OPTION facultative ou obligatoire	Cotisation ACTIFS régime général  En complément du tarif de base
Salarié + Enfant	+ 2.55 % salaire Prise en charge à 100% par le salarié si le régime est facultatif  Ou répartition entre employeur et salarié si le régime est obligatoire :  -
Conjoint	+ 1.07 % PMSS  Prise en charge à 100% par le salarié

## Article 5

### *Cotisations des salariés affiliés à l'AGIRC hors régime local Alsace-Moselle*

L'article 13.4 de l'accord du 13 octobre 2005, modifié par avenant du 3 juin 2010 et fixant le taux et la répartition de la cotisation au financement du régime frais de santé des salariés affiliés à l'AGIRC est modifié. À compter de la date d'entrée en vigueur du présent avenant, les cotisations sont ainsi fixées :

ACTIFS  BASE	Cotisation ACTIFS régime général
Salarié + Enfant	1.85 % du salaire Dont 60% à la charge de l'employeur Et 40 % à la charge du salarié
Conjoint	0.97 % PMSS  Prise en charge à 100% par le salarié

ACTIFS  OPTION facultative ou obligatoire	Cotisation ACTIFS régime général  En complément du tarif de base
Salarié + Enfant	+ 2.55 % salaire Prise en charge à 100% par le salarié si le régime est facultatif  Ou répartition entre employeur et salarié si le régime est obligatoire :  -
Conjoint	+ 1.07 % PMSS  Prise en charge à 100% par le salarié

## **Article 6**

### *Assiette des cotisations des salariés relevant du régime local Alsace-Moselle*

L'article 4.1 de l'annexe I à l'accord du 13 octobre 2005 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les cotisations sont exprimées en pourcentage du PMSS ou en pourcentage du salaire annuel déclaré à l'URSSAF. Pour le calcul de la cotisation du salarié exprimée en pourcentage du salaire, un minimum de 35 % du PMSS et un maximum de 185 % du PMSS est appliqué.

Les cotisations du régime de prévoyance sont exprimées en pourcentage du salaire annuel déclaré à l'URSSAF par l'adhérent dans la limite des tranches A et B. »

## **Article 7**

### *Cotisations des salariés non affiliés à l'AGIRC et relevant du régime local Alsace-Moselle*

L'article 4.3 de l'annexe I à l'accord du 13 octobre 2005, modifié par avenant du 3 juin 2010 et fixant le taux et la répartition de la cotisation au financement du régime frais de santé des salariés non affiliés à l'AGIRC et relevant du régime local Alsace-Moselle est modifié. À compter de la date d'entrée en vigueur du présent avenant les cotisations sont ainsi fixées :

*(Voir tableaux page suivante.)*

ACTIFS  BASE	Cotisation ACTIFS régime local
Salarié + Enfant	0.93 % du salaire Dont 60% à la charge de l'employeur Et 40 % à la charge du salarié
Conjoint	0.49 % PMSS Prise en charge à 100% par le salarié

ACTIFS  OPTION facultative ou obligatoire	Cotisation ACTIFS régime local  En complément du tarif de base
Salarié + Enfant	+ 2.55 % salaire Prise en charge à 100% par le salarié si le régime est facultatif Ou répartition entre employeur et salarié si le régime est obligatoire :  -
Conjoint	+ 1.07 % PMSS Prise en charge à 100% par le salarié

## Article 8

### *Cotisations des salariés affiliés à l'AGIRC et relevant du régime local Alsace-Moselle*

L'article 4.4 de l'annexe I à l'accord du 13 octobre 2005, modifié par avenant du 3 juin 2010 et fixant le taux et la répartition de la cotisation au financement du régime frais de santé des salariés affiliés à l'AGIRC et relevant du régime local Alsace-Moselle est modifié. À compter de la date d'entrée en vigueur du présent avenant, les cotisations sont ainsi fixées :

ACTIFS	Cotisation ACTIFS régime local
BASE	
Salarié + Enfant	0.93 % du salaire Dont 60% à la charge de l'employeur Et 40 % à la charge du salarié
Conjoint	0.49 % PMSS Prise en charge à 100% par le salarié

ACTIFS	Cotisation ACTIFS régime local
OPTION facultative ou obligatoire	En complément du tarif de base
Salarié + Enfant	+ 2.55 % salaire Prise en charge à 100% par le salarié si le régime est facultatif Ou répartition entre employeur et salarié si le régime est obligatoire : -
Conjoint	+ 1.07 % PMSS Prise en charge à 100% par le salarié

## **Article 9**

### *Stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés*

La branche étant composée principalement d'entreprises de moins de 50 salariés, il n'y a pas lieu de prévoir de stipulations spécifiques.

## **Article 10**

### *Entrée en vigueur*

Le présent avenant entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

## **Article 11**

### *Durée de l'avenant. – Publicité. – Dépôt. – Extension*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Les parties signataires demanderont l'extension du présent avenant conformément aux dispositions des articles L. 2261-16 et L. 2261-24 du code du travail.

Il est ouvert à la signature à compter du 14 juin 2018 et jusqu'au 25 juin 2018 inclus.

Fait à Paris, le 14 juin 2018.

(Suivent les signatures.)